

Unité départementale d'Ille et Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 4 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DALKIA BIOMASSE RENNES

Les Boedriers
Chemin de la Bintinais
35000 RENNES

Numéro AIOT :0055-017386

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2022 dans l'établissement DALKIA BIOMASSE RENNES implanté Les Boedriers Chemin de la Bintinais 35000 RENNES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DALKIA BIOMASSE RENNES
- Les Boedriers Chemin de la Bintinais 35000 RENNES
- Code AIOT dans GUN : 0005517386
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société DALKIA BIOMASSE RENNES est autorisée à exploiter depuis 2013 une chaufferie biomasse de puissance 35 MW. L'installation produit de l'électricité et fournit de la chaleur au réseau urbain situé au sud de Rennes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la surveillance en continu des émissions atmosphériques
- le contrôle des installations électriques
- la séparation des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conditions T,P,H ₂ O et O ₂	Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 8.1.2	/	Sans objet
Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 5.2.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Réception réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 7.2.5	/	Sans objet
Dispositif d'inertage à l'azote	Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 7.3.4	/	Sans objet
Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 7.3.2	/	Sans objet
Paramètres surveillés en continu	Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 9.2.1.1	/	Sans objet
Assurance qualité des AMS - QAL 1	Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 9.2.1.1	/	Sans objet
Assurance qualité des AMS - QAL3	Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 9.2.1.1	/	Sans objet
Assurance qualité des AMS - AST	Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 9.2.1.1	/	Sans objet
Conditions T,P,H ₂ O et O ₂	Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 8.1.2	/	Sans objet
Soustraction de l'intervalle de confiance	Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 9.2.1.1	/	Sans objet
Condition de respect des valeurs limite	Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 9.2.1.2	/	Sans objet
Mesure annuelle par un organisme	Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 9.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés montrent de la part de l'exploitant une bonne appropriation des procédures d'étalonnage et de suivi des dispositifs de surveillance en continu des émissions atmosphériques de l'installation de combustion. Néanmoins, les modalités d'intégration des droites d'étalonnage dans le système d'acquisition des mesures doivent être impérativement mieux maîtrisées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Réception réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Réception et contrôle des points d'eau : Les nouveaux aménagements seront réceptionnés par un représentant du SDIS 35 en présence d'un représentant de la mairie et de la compagnie gestionnaire du réseau d'eau si le point d'eau se situe sur le domaine public
Constats : Dans le cadre des suites à apporter à la visite d'inspection de 2018, le SDIS a procédé à une nouvelle réception de la réserve incendie le 02/04/2019. Les aménagements ont été déclarés conformes. Il demeurerait néanmoins à repositionner les demi-raccords de colonne d'aspiration afin que les tenons soient à la verticale. L'inspection a constaté que les mesures correctives ont été mise en oeuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositif d'inertage à l'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection et d'extinction automatique
Prescription contrôlée : En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : Lors de l'inspection de 2018, il avait été demandé à l'exploitant d'assurer la traçabilité des vérifications internes réalisées sur le dispositif d'inertage à l'azote des caissons du filtre à manches. L'exploitant a présenté la procédure et les résultats des derniers test réalisés en février 2022. Ces tests consistent à fermer la guillotine d'évacuation des cendres et les volets du filtre à manche et à ouvrir la vanne d'azote. Ces tests ont été concluants. L'inspection n'a pas de commentaire particulier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.
Constats : <u>Thermographie infra-rouge le 29/12/2021 par Climatelec:</u> une observation de niveau 3 (à surveiller) portant sur un échauffement au niveau d'un câble d'alimentation puissance du compresseur n°1. Le compresseur a depuis été remplacé (constaté par l'inspection). <u>Contrôle des installations électriques les 17 et 18/11/2021 par Bureau Veritas:</u> 6 observations dont 4 observations récurrentes. L'exploitant a présenté les éléments justifiant de leur prise en compte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Paramètres surveillés en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visées aux articles 8.1.2.1 et 8.1.2.2. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Sans préjudice du V, ce programme comprend notamment les dispositions prévues dans le tableau ci-après (Cf tableau figurant dans l'arrêté préfectoral).
Constats : Les paramètres suivants font l'objet d'une surveillance en continu : CO, Poussières, Nox, SO2 et O2. Lors du contrôle annuel réalisé en mars 2021 par un organisme extérieur, les paramètres suivants ont notamment été mesurés : HCl, HF, ammoniac, dioxines et furanes. L'inspection n'a pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS - QAL 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure en continu sont certifiés QAL 1 selon la norme NF EN 14181.
Constats : Le numéro de série ainsi que le type précis de l'analyseur présent n'étaient pas visibles lors de l'inspection. Selon les informations figurant dans le dernier rapport AST, le type de l'analyseur est le suivant : 7MB2338. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un certificat QAL1 transmis récemment par le fabricant (Siemens). Selon le document les étendues de mesure certifiées sont les suivantes : CO : 0-250 mg/m ³ (< 2,5 VLE) NO : 0-400 mg/m ³ (< 2,5 VLE) SO ₂ : 0-400 mg/m ³ (< 2,5 VLE) Ces gammes de mesures sont inférieures à 2,5 fois les valeurs limite d'émissions prescrites. Le certificat présenté ne fait pas, en revanche, apparaître les plages de mesures supplémentaires. Il revient à l'exploitant de se les faire communiquer et de s'assurer que ces plages sont supérieures ou égales au double des valeurs limites d'émissions. L'exploitant a également communiqué à l'inspection le certificat QAL1 de l'analyseur de poussières. (marque DURAG, type D-RX 250). Le document remis ne fait pas apparaître l'étendue de mesure certifiée. L'inspection n'est donc pas en mesure de s'assurer que la gamme de mesure est inférieure à 2,5 fois la valeur limite d'émission comme le prévoit la norme NF EN 15 267-3. Il revient à l'exploitant de s'assurer que la plage de mesure certifiée est adaptée à la valeur limite d'émission prescrite (30 mg/m ³). L'examen des comptes-rendus d'intervention de la société SECAUTO en charge de la maintenance de l'analyseur Ultramat 23 (notamment celui du 4 novembre 2021) a permis de justifier qu'un convertisseur NO ₂ /NO est bien présent en amont de l'analyseur. C'est donc bien le paramètre NOx qui est mesuré (comme requis réglementairement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS
Prescription contrôlée : Ils (Les appareils de mesures) sont étalonnés en place selon la procédure QAL2.
Constats : L'inspection a examiné le QAL2 d'avril 2019. Les constats suivants ont été réalisés : <ul style="list-style-type: none">- remise du rapport moins de trois mois après la réalisation des mesures (intervention intervention du 2 au 4 avril 2019, rapport dété du 14 avril 2019),- les cas utilisés sont précisés, les VLE prise en compte sont exactes,- pour les paramètres NOx et poussières, au moins 15 mesures valides,- pour les paramètres SO₂ et CO, 5 mesures valides,- les durées de mesure sont suffisantes,- les VLE ont été respectées pendant les essais,- le paramètre O₂ a bien fait également l'objet d'un QAL2 <p>Lors de l'inspection, préalablement à la vérification des droites d'étalonnage intégrées dans le logiciel d'acquisition de son analyseur, l'exploitant a précisé que ces dernières ne correspondent pas aux droites définies lors du QAL2. Il a expliqué avoir essayé de les intégrer préalablement à l'inspection et avoir obtenu des résultats de mesures aberrants, raison pour laquelle il est revenu aux droites d'étalonnage initiales, à savoir du type $y=x$. Il a expliqué que le problème provient de l'intégration de valeurs négatives pour le coefficient b ($y= ax + b$). Il a ajouté qu'il est prévu de faire intervenir dans les prochains jours le concepteur du logiciel d'acquisition, la société Valmet, afin de remédier au problème. L'inspection a émis l'hypothèse d'une inversion des coefficients lors de l'intégration des droites d'étalonnage dans le logiciel.</p> <p><u>Demande 2022-01:</u> L'exploitant doit intégrer les droites d'étalonnage issues du QAL 2 dans la baie d'analyses et recalculer les valeurs corrigées en en tenant compte.</p> <p>L'exploitant n'a pas été, par ailleurs en mesures de préciser si les capteurs de températures et de pression sont étalonnés lors du QAL 2. Le point 5.4.3 du guide FD-X43-132 le préconise.</p> <p><u>Demande 2022-02:</u> L'exploitant fait procéder à l'étalonnage des capteurs de pression et de température lors du QAL2.</p> <p>Enfin, l'inspection a noté que le compte-rendu d'intervention de la société SECAUTO d'avril 2020 précisait la nécessité de mettre à disposition une bouteille de NO₂ afin qu'elle puisse vérifier le rendement du convertisseur NO₂/NO. Lors de la visite, il n'a pas été constaté la présence d'une telle bouteille.</p> <p><u>Demande 2022-03:</u> L'exploitant veille à disposer d'une bouteille de NO₂ afin de pouvoir contrôler le rendement du convertisseur NO₂/NO.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS - QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Les exploitants réalisent la procédure QAL 3.
Constats : L'exploitant met bien en œuvre la procédure QAL3. Le service maintenance en a la charge, sa réalisation n'est pas sous-traitée. L'exploitant a présenté les cartes de suivi (carte du type EWMA). Les paramètres suivants dont l'objet de la procédure : CO, Nox, SO ₂ et O ₂ . Le paramètre poussières n'en fait pas l'objet. L'exploitant a indiqué que la technologie mise en œuvre sur le site ne le permet pas (sonde à effet triboélectrique). Il dispose bien de cartes de contrôle au zéro et de cartes de contrôle en concentration. L'exploitant a présenté la procédure de mise en œuvre du QAL3. L'inspection a recommandé de la compléter, notamment en mentionnant la pression d'injection, le temps d'injection minimal (point 6.3 du guide FD-X43-132), la périodicité des contrôles,... <u>Demande 2022-04:</u> L'exploitant complète sa procédure QAL3 afin d'y faire apparaître les éléments cités au point 6.3 du guide FD-X43-132. L'exploitant a indiqué qu'il ne procède à un ajustage qu'en cas de dépassement des limites inférieures ou supérieures des cartes de contrôle. L'examen par sondage des cartes de contrôles l'a confirmé. S'agissant du paramètre SO ₂ , la carte de contrôle en concentration montre des dérives importantes avant 2021. L'exploitant a expliqué qu'elles étaient liées à une mauvaise pratique. En effet, il injectait le gaz étalon après le dispositif de refroidissement des gaz et non avant. Une action de formation de la société SECAUTO auprès du personnel a été réalisée afin d'y remédier. Les bouteilles de gaz étalon ont été visualisées. Elles sont valides jusqu'en juin 2024. Les concentrations pour les paramètres SO ₂ , CO et NO _x sont les suivantes: SO ₂ : 276 ppm soit 518 mg/m ³ (VLE: 400) CO: 178 ppm soit 204 mg/m ³ (VLE: 200) NO: 218 ppm soit 292 mg/m ³ (VLE: 400) Le guide FD-X43-132 (point 6.4) recommande de retenir des valeurs en concentration proches des valeurs limites journalières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Assurance qualité des AMS - AST

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : ils font réaliser un test annuel de surveillance pour chaque appareil de mesure en continu.
Constats : Le dernier test annuel de surveillance a été réalisé en avril 2021 par Bureau Veritas. A cette occasion avait été détecté un problème de concentration dans la bouteille de gaz étalon du site (valeur indiquée pour le CO: 200, valeur mesurée avec les appareils de référence: 175). L'organisme avait néanmoins conclu que la différence n'était pas suffisante pour invalider l'AST sur le CO. La bouteille étalon a depuis été remplacée. Le nombre de mesurage est suffisant pour chaque paramètre (5 mesurages minimum pour Les paramètres CO, NOx, SO2 et 3 minimum pour les poussières). Les valeurs limites d'émissions ont été respectées durant le test AST. Selon le rapport, les droites d'étalonnage peuvent toujours être utilisées sauf pour le débit (mesure périphériques). Sur ce dernier point, l'organisme propose de retenir dans un premier temps une droite du type $y=x$ qui sera testée lors du prochain AST.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions T,P,H2O et O2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (261Nm3), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents de 3 % en volume dans le cas du fioul domestique et 6 % en volume pour la biomasse.
Constats : Sur le logiciel d'acquisition, les concentrations sont ramenées à une teneur en oxygène de 6%. L'exploitant n'a pas été en mesure d'accéder aux valeurs retenues pour la correction en température et pression. <u>Demande 2022-05:</u> L'exploitant s'assure que les valeurs corrigées sont bien ramenés aux conditions normales de température et de pression.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Soustraction de l'intervalle de confiance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par des intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission: <ul style="list-style-type: none">- SO₂: 20% ;- NO_x : 20% ;- Poussières : 30 % ;- CO: 10%.
Constats : Selon le logiciel d'acquisition, les intervalles de confiance pris en compte sont les suivants: <ul style="list-style-type: none">- SO₂: 20%- NO_x: 20%- Poussières: 30%- CO: 10% L'inspection n'a pas de commentaire particulier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Condition de respect des valeurs limite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 9.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Dans le cas d'une surveillance en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que: <ul style="list-style-type: none">- aucune valeur moyenne mensuelle validée ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté ;- aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse 110 % de la valeur limite fixée par le présent arrêté ;- 95 % des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année civile ne dépassent pas 200 % de la valeur limite d'émission.
Constats : L'examen des rapports édités montrent que les conditions de respect des VLE sont intégrées au logiciel d'acquisition. Préalablement à la visite d'inspection, les résultats d'autosurveillance entre le 1er novembre 2021 et le 27 janvier 2022 ont été examinés par sondage. A noter quelques valeurs horaires pour le CO supérieures à 400 mg/m ³ les 24/12, 25/12 et le 07/01 (valeur limite d'émission: 200 mg/m ³), ces valeurs n'entraînant cependant pas un non respect des conditions fixées au présent article. Pour l'année 2021, les valeurs mensuelles n'ont pas dépassées les valeurs limites d'émissions selon le rapport mensuel édité lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure annuelle par un organisme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à l'article 9.2.1.1 par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou FA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.
Constats : Le dernier contrôle annuel a été réalisé du 22 au 24 mars 2021 par Bureau Veritas. Les résultats respectent les valeurs limite d'émission. L'inspection a incité l'exploitant à comparer systématiquement les valeurs mesurées par l'organisme de contrôle et les valeurs issues de la baie d'analyses, même si les résultats sont conformes, ceci afin de détecter d'éventuelles dérives de l'AMS. L'inspection a comparé les résultats du 23 mars 2021 de l'organisme avec ceux de la baie d'analyses en ajoutant l'intervalle de confiance aux résultats de la baie d'analyse, l'exploitant n'étant pas en mesure de disposer des résultats sans soustraction de cet intervalle. Cette comparaison montrent que les valeurs horaires issus de l'AMS semblent majorantes pour le paramètre NOx par rapport aux résultats de l'organisme de contrôle. L'inspection engage l'exploitant à identifier les raisons de cet écart. Le paramètre CO, lors des mesures réalisées le 23/03, a connu de fortes variations (valeurs horaires issues de la baie d'analyses après correction et soustraction de l'intervalle de confiance: de 204 à 17 mg/m ³). L'exploitant a indiqué que ce paramètre varie beaucoup en fonction de la qualité de la biomasse, il ne s'agissait donc pas d'une volonté de faire varier ce paramètre sur la plage de mesures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2012, article 5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.
Constats : Une benne désignée en tant que "benne DIB" est présente sur le site. Y sont mélangés des déchets de bois, de plastique, de cartons et de métaux. <u>Demande 2022-06:</u> L'exploitant doit procéder à la séparation des différents types de déchets que génèrent ses activités.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet